

Document 3. Pourquoi le refus de la fusion ?

Pourquoi la Commission européenne refuse la fusion Alstom-Siemens

[Solène Davesne Europe](#) , [Transports](#) , [Transport](#) , [Ferroviaire](#) , [Alstom](#)

Publié le 06/02/2019 À 07H53

La Commission européenne doit rendre, sauf coup de théâtre, un avis négatif sur la création d'un champion européen du ferroviaire. En cause : son analyse de la capacité d'un concurrent à entrer sur le marché.

La Commission européenne doit rendre, sauf coup de théâtre, un avis négatif sur la création d'un champion européen du ferroviaire.

La polémique n'a pas attendu l'annonce officielle de la décision de Bruxelles. [La Commission européenne devrait opposer son veto au mariage entre Alstom et Siemens mobility](#). Le projet de constituer un champion européen du ferroviaire tomberait alors à l'eau. "Une faute politique", selon le ministre de l'Économie Bruno Le Maire, [très engagé avec son homologue allemand en faveur de la fusion](#). Le patron d'[Alstom](#) Henri Poupart-Lafarge y voit des "préjugés idéologiques" de la Commission "partisane de l'ouverture à tous crins, tout en refusant de voir que d'autres acteurs dans le monde ne jouent pas le même jeu" dans une interview au Figaro.

La direction générale de la Concurrence fait valoir qu'elle ne fait qu'appliquer ses règles. [Malgré des concessions réalisées par l'ensemble Alstom-Siemens](#), pour céder une partie de ses activités, les services de Margrethe Vestager jugent que le rapprochement placerait le nouveau groupe dans une position de domination trop forte de la concurrence. Alors qu'Alstom et [Siemens](#) pointent la nécessité de rivaliser avec le mastodonte chinois CRRC, quatre fois plus gros qu'Alstom seul, l'argument n'a pas convaincu les experts de la Commission. Pour eux, si le groupe chinois a remporté des contrats aux États-Unis, il n'est pas encore implanté en Europe.

"Refuser la fusion Alstom-Siemens serait contre-productif pour l'Europe", défend Agnès Pannier-Runacher

Nous avons croisé la secrétaire d'Etat Agnès Pannier-Runacher, en charge de l'Industrie, au Central Lounge du World Economic Forum de Davos. Investissements en France, Brexit, dossier Alstom... Pendant que nous parlions, le patron chinois Jack Ma est arrivé, déclenchant tout près de nous une petite cohue de journalistes et de photographes.

